



Publié sur *Le Cercle Les Echos* (<http://lecercle.lesechos.fr>)

## **Election : danger !**

**En période électorale, les promesses en tous genres sont légions : normal ! Ceci dit, les citoyens doivent être conscients de la réalité de la situation de la France au moment de déposer leurs bulletins dans l'urne.**

La situation financière de la France est précaire, fragile et à risque. La dette est élevée (86 % du PIB, € 1 700 milliards). Elle va encore augmenter. Elle est détenue aux deux tiers par des investisseurs étrangers qui surveillent la France pour s'assurer d'être remboursés. Et cette dette coûte cher aux Français : environ € 45 milliards en 2012, soit tout le produit de l'impôt sur le revenu. Faute d'une régulation satisfaisante au niveau mondial et européen, elle est devenue un objet de spéculation.

Les taux d'intérêt sont actuellement supportables pour la France, de l'ordre de 3 % à 10 ans. Le danger pour la France réside dans cette dépendance financière de l'étranger. Si les taux d'intérêt à long terme montent à 5, 6, 7 %, la charge de la dette augmentera de plusieurs milliards d'euros par an. Comment la financera-t-on ?

Aujourd'hui, les marchés sont fébriles : le moindre faux pas créant de l'incertitude est facteur d'instabilité et propice à la spéculation.

Ne croyons pas que la Grèce soit un cas à part. Si nous n'y prenons garde, nous pouvons être entraînés dans une spirale de même nature : crise de la dette brutale, perte de confiance des prêteurs, nécessité de procéder à des coupes budgétaires dont les victimes principales sont les fonctionnaires, les retraités et les régimes de protection sociale.

Que faire pour éviter un tel scénario ? Restaurer la confiance et assurer sa crédibilité.

La notation de la France (révélateur de la confiance) a été abaissée en janvier dernier pour quatre raisons :

- La France connaît un déficit, dit primaire, de son budget c'est-à-dire hors paiement des intérêts de la dette : la France continue alors à s'endetter pour payer ses dépenses courantes et à vivre au-dessus de ses moyens. Le déficit budgétaire est de l'ordre de € 100 milliards, la charge de la dette de 50. Il y a 50 milliards de déficit en trop. Priorité doit être donnée aux économies sur le train de vie de l'Etat.

- Le poids de la dépense publique par rapport au PIB (57 %) est beaucoup trop élevé. La France est largement en tête du peloton européen, la moyenne dans l'OCDE est de 43 %. Et annoncer € 40 milliards de dépenses supplémentaires (programme de François Hollande) interpelle, pour le moins, les investisseurs.

- La flexibilité du marché du travail. Partout, en Europe, les politiques développées donnent plus de souplesse à ce marché pour faciliter l'embauche et la croissance. Rien de tel dans les programmes de gauche.

- La réduction des dépenses publiques. Pour les investisseurs, le retour à l'équilibre des finances publiques passe par un dosage acceptable entre hausse des impôts et baisse des dépenses publiques. Depuis le mois d'août 2011, l'option de la hausse des prélèvements fiscaux a été choisie ; elle a ralenti la croissance en France. Or, le programme de la gauche amplifie le mouvement dans des proportions très fortes : € 50 milliards d'impôts supplémentaires annoncés.

Dans ces conditions, les mêmes causes produisant les mêmes effets, la France est partie pour voir sa notation à nouveau dégradée. Quand ? Cela peut aller assez vite, compte tenu de la nervosité des marchés. Et si tel est le cas, le gouvernement devra réagir sans attendre pour rétablir la confiance et prendre des mesures différentes des promesses électorales, sinon il se produira une hausse des taux d'intérêt à long terme et un renchérissement de la charge de la dette... Le drame grec a ainsi démarré.

Pour retrouver le chemin de la croissance, il faut restaurer la confiance :

- celle des entreprises pour qu'elles réinvestissent. Aujourd'hui, l'incertitude fiscale les en dissuade, avec des conséquences négatives pour la croissance, l'emploi et aussi sur les recettes fiscales. Les grandes entreprises sont menacées d'une taxation supplémentaire de € 27 milliards par F. Hollande. C'est oublier qu'elles tirent la croissance : elles représentent une part majeure de nos emplois (28 % du total de l'emploi salarié français) et de nos investissements,

- celles des consommateurs qui, pour les mêmes raisons, actuellement sur-épargnent (peur de l'avenir et montée du chômage) au lieu de consommer,

- celles d'entrepreneurs et de cadres supérieurs qui, par crainte d'une pression fiscale insupportable, s'appêtent à délocaliser leurs activités à l'étranger,

- celles des investisseurs étrangers. Seule une saine gestion de nos finances publiques leur rend la France attractive. Et davantage d'investissements détendra les taux d'intérêts ce qui allègera la charge de la dette.

Les regards sont tournés vers nous. Les programmes sont analysés par les investisseurs. Le résultat de l'élection annoncé, ils en tireront des conséquences qui peuvent être douloureuses pour les Français.

Si la confiance est déterminante, la crédibilité l'est également. Le respect de la parole d'un pays de l'Union est un élément majeur de sa crédibilité, donc de son influence. Certes, le processus de ratification peut conduire au rejet d'un traité (ex. traité de Lisbonne). Mais jamais un gouvernement n'est revenu sur un accord donné à Bruxelles entre la signature et la ratification d'un traité européen depuis 1958 !

Pour preuve, le « Pacte de stabilité et de croissance » a été adopté au Conseil européen de

Dublin, en décembre 1996. Après la dissolution de l'Assemblée nationale au printemps 1997, les socialistes ont fait campagne pour sa la remise en cause. Or, lors du Conseil européen d'Amsterdam, de juin 1997, celui-ci a été et juridiquement adopté exactement dans les mêmes termes que ceux que l'accord politique de décembre 1996. Une résolution à caractère social a seulement été ajoutée au Pacte.

Ne rêvons pas, une initiative de croissance européenne à effets rapides est peu plausible, sauf à vouloir abonder le budget européen avec des financements supplémentaires des Etats membres ! De plus, la Banque Européenne d'Investissement apporte déjà un soutien déterminant (€ 60 milliards par an) au financement des grands projets ; elle ne peut pas physiquement faire beaucoup plus. Quant à réorientation des fonds structurels non utilisés, la réglementation européenne est stricte en la matière. Elle affecterait les intérêts des Etats bénéficiaires : elle n'est donc pas réaliste.

Pour le reste, au niveau européen, beaucoup d'idées ont été lancées sur le thème de la compétitivité et de la croissance (financement de l'innovation, brevet européen, priorité au numérique, appui aux PME, effort de recherche...).Elles sont compliquées et longues à mettre en œuvre.

La marge de manœuvre est donc étroite. La priorité est à donner au renforcement de la gouvernance économique de la zone euro. Seul un contrôle européen sur les budgets nationaux peut rendre confiance et restaurer crédibilité. Il aurait existé, on aurait pu éviter le drame grec.

L'heure n'est plus aux promesses impossibles, mais aux décisions courageuses. Plus on attendra, plus le réveil sera douloureux, sinon...

« Vous avez aimé l'Italie, l'été 2011 ? Vous adorerez la France, l'été 2012 ! »

Yves-Thibault de Silguy

**URL source:** <http://lecercle.lesechos.fr/presidentielle-2012/221145939/election-danger>